

Cinq années de pouvoir soviétique en Ukraine

Christian Rakovsky

Le 6 juillet 1923, Christian Rakovsky était nommé représentant diplomatique à Londres, où il arriva le 30 septembre. Il quittait ainsi son poste occupé pendant cinq ans à la tête de la République soviétique d'Ukraine, notamment en tant que président du Conseil des commissaires du peuple de cette république. Ce rapport, présenté lors d'un meeting à Kharkov le 15 juillet et publié dans le journal «*Proletarii*» de cette ville le 17 juillet, était son adieu au peuple ukrainien et à son parti communiste.

Source : Texte publié en russe par le site iskra-research. Traduction et notes pour MIA.

Camarades, je n'ai pas l'intention de présenter un rapport exhaustif sur le travail que j'ai dû diriger, sur mandat du Parti, durant près de cinq années. Pour tirer des conclusions, ne serait-ce que minimalement sérieuses et significatives pour notre action future, de l'expérience aussi variée et riche que celle que nous avons tous vécue ensemble en Ukraine, il ne suffit pas d'avoir du loisir pour revisiter l'immense matériel à disposition du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple, l'étudier, le méditer, et alors seulement formuler des conclusions que l'on puisse qualifier de réfléchies, de solides, il faut peut-être aussi un tout autre cadre.

Nous devrions pour ce faire nous extraire quelque peu du labeur quotidien sous le poids duquel chacun d'entre nous se trouve accablé. Peut-être les brumes londoniennes m'offriront-elles ce loisir et ce cadre, et là-bas, me sera-t-il possible de dresser le bilan de cette période qui s'achève cette année avec la constitution de notre Union soviétique¹.

Nous ne mesurons parfois pas l'ampleur et la diversité du travail que le prolétariat ukrainien, la paysannerie ukrainienne, le Parti communiste bolchevique et le pouvoir soviétique en Ukraine ont dû accomplir.

La position géographique de l'Ukraine, son importance économique, son histoire — tous ces éléments conjugués ont fait de l'Ukraine le théâtre d'une lutte des plus intenses et des plus multiformes. Nous savons tous combien de fois l'Ukraine a subi diverses occupations, combien de fois l'ouvrier ukrainien a eu recours aux moyens les plus radicaux — grèves et soulèvements — pour secouer le joug des propriétaires terriens et des capitalistes, combien de fois les forêts et les bocages ukrainiens ont abrité sous leur ombre des détachements insurgés, combien de troupes étrangères ont trouvé la mort en Ukraine, combien de fois la révolution a ressuscité, encore et encore, des flammes et des décombres des villages et villes ukrainiens.

1. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a été formée par un traité constitutif, ratifié le 30 décembre 1922 par le Congrès des soviets de Russie, de Biélorussie, d'Ukraine et de Transcaucasie. La Constitution de l'URSS fut ensuite approuvée avec quelques modifications par le IIe Congrès des soviets de l'URSS le 6 juillet 1923 et elle entra en vigueur le 31 janvier 1924, à la suite de sa ratification par le Comité exécutif central de l'Union. Rakovsky joua un rôle notable dans les débats préparatoires au sein du parti bolchevique contre les projets ultra-centralistes de Staline (voir son «*Discours au XIe Congrès du PCUS*»). Son éloignement par sa nomination à Londres en fut une conséquence.

Avant ce rapport, je m'efforcerai, dans la mesure du temps qui m'est imparti, d'esquisser quelques conclusions. Certaines ne présenteront rien de neuf, mais elles permettront à chacun d'évaluer l'action du Parti, nos erreurs, notre bilan. Je fixerai quelques lignes directrices générales, quelques moments stratégiques et tactiques principaux qu'il importe de souligner.

I. Les ouvriers et les paysans ont démontré leur maturité politique

Tout d'abord, l'Ukraine, à l'instar de la Russie, a démontré que le prolétariat avait historiquement atteint la maturité nécessaire pour accomplir ce que nous appelons habituellement « l'expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire le renversement du pouvoir des propriétaires terriens et des capitalistes. Le prolétariat est mûr pour cette tâche à l'échelle mondiale car si dans un pays aussi arriéré sur les plans économique, politique et culturel que l'ancienne Russie tsariste, la classe ouvrière, avec l'appui de la paysannerie, a réussi à conserver le pouvoir durant cinq années, la question de la légitimité politique de cette classe se trouve par là même positivement résolue. Ceci est d'une importance capitale.

Aujourd'hui, après tout ce que nous avons vécu, il nous semble qu'il ne devrait même plus y avoir débat à ce sujet : tout comme ce vieux philosophe qui, pour prouver l'existence du mouvement, se leva et se mit à marcher, la classe ouvrière, pour prouver qu'elle est politiquement capable de saisir et de conserver le pouvoir, puis d'organiser l'État, a accompli sa révolution. La portée de notre révolution, sous cet angle, est colossale.

Aujourd'hui encore, les débats sur le bien-fondé de confier à la classe ouvrière la mission de conquérir le pouvoir politique persistent, je le répète, dans la presse conciliatrice, mais ils ont bien sûr perdu toute pertinence. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires s'efforcent, sans répugner au mensonge et à la tromperie, de raviver la controverse d'avant la révolution et des premiers temps révolutionnaires : le prolétariat était-il mûr pour la révolution socialiste ou non ? Bien sûr, ils dénie tout particulièrement ce droit à la classe ouvrière russe.

Le menchevisme, l'essérisme, l'opportunisme dans son ensemble, le [kautskysme](#), tous affirment encore aujourd'hui que la classe ouvrière ne peut s'emparer du pouvoir politique que dans un pays dont les forces productives sont les plus avancées. Ainsi, on pourrait considérer comme un paradoxe historique le fait que le pouvoir ait été conquis par les travailleurs dans un pays politiquement et économiquement très retardataire. D'où leur conclusion que notre classe ouvrière ne pourra pas conserver ce pouvoir. Pourtant, la bourgeoisie, qui est, après tout, la plus qualifiée pour avoir une évaluation plus correcte de ces choses que nos conciliateurs, reconnaît que cette expérience, dont le laboratoire fut un territoire immense peuplé par 150 millions d'expérimentateurs ouvriers et paysans, a bel et bien réussi.

II. Le pouvoir des soviets incarne le régime le plus robuste, le plus durable

Il suffit de convoquer le passé dans nos propres souvenirs pour affirmer avec certitude : le pouvoir soviétique est stable, c'est un pouvoir solide. Que de gouvernements, en ces cinq années, se sont succédé dans les États bourgeois — non seulement par le remplacement des personnes ou des ministères, mais par des changements de régime entiers ! On peut affirmer que le seul président du Conseil des ministres demeuré au pouvoir plus longtemps que tous les autres est Vladimir Ilitch Lénine. Il est le doyen de tous les présidents de conseils. Et que l'on ne m'accuse pas d'immodestie si j'ajoute que, pour ma part, j'occupe cette fonction depuis déjà quatre ans et demi.²

2. Ces passages du discours de Rakovsky ont été accueillis par de vifs applaudissements de la part des ouvriers, des paysans et des soldats de l'Armée rouge présents au meeting. (*Note de l'éditeur*).

Qu'avons-nous vu durant cette période ? Si je me remémore le début de mon activité officielle en Ukraine en 1918, avant même que je ne devienne président du Conseil des commissaires du peuple, lorsque je présidais à Kiev la délégation de paix qui, pendant environ six mois, a négocié pour savoir qui du gouvernement soviétique ou du gouvernement de l'hetman³ devait l'emporter, je peux citer tant et tant de figures ayant joué alors un rôle politique majeur mais aujourd'hui disparues de la scène politique européenne. Je me souviens qu'à Kiev, j'ai dû négocier avec deux éminents représentants de l'impérialisme allemand : l'un d'eux, le baron von Mumm⁴, réside aujourd'hui sur les rives de la Méditerranée, non loin de Gênes, à Portofino, où il m'avait invité l'an dernier, lors de la conférence de Gênes⁵. Mais nos rôles avaient changé. L'impérialisme allemand s'était entre-temps effondré tandis que le pouvoir des Soviets a pris son essor.

À l'automne de cette même année 1918, je fus envoyé à Berlin pour poursuivre ces mêmes négociations qui n'avaient abouti à aucun résultat à Kiev. Puisque, en fin de compte, le gouvernement de l'Hetman était un pouvoir fantoche des allemands, ne valait-il pas mieux aller discuter directement avec eux à Berlin ? Je m'y rendis donc mais quelques jours après notre arrivée, le gouvernement allemand invita le camarade [Joffé](#) et moi-même à quitter son territoire. En d'autres termes, nous fûmes expulsés par un train spécial, sous la surveillance d'agents et de gendarmes allemands. Mais nous n'avions même pas atteint notre territoire lorsque, à Borisov, en Biélorussie — alors occupée par les Allemands —, parvint la nouvelle que l'empereur allemand, dont le gouvernement nous avait chassés, n'était plus au pouvoir. Guillaume II s'était enfui en Hollande. Qui parmi vous ne se souvient de ce même changement kaléidoscopique des gouvernements qui s'est produit en Ukraine ? La Rada centrale⁶, l'Hetmanat, l'occupation allemande dans une partie de l'Ukraine et l'occupation autrichienne dans une autre, le Directoire, les troupes françaises et grecques au sud, [Dénikine](#) ... tout cela s'est succédé à une vitesse incroyable.

La même instabilité se manifeste à l'échelle européenne. Pour voir de nos yeux la fragilité du pouvoir bourgeois, il suffit de se remémorer ce qui s'est passé à Gênes, où étaient présents des représentants non seulement de toute l'Europe, mais du monde entier. Si l'on observe quels gouvernements ont survécu depuis l'année dernière, depuis le 20 mai précisément, date de la clôture de la conférence de Gênes, il est frappant de constater combien peu de ces gouvernements ont survécu.

[Lloyd George](#) est parti. [Facta](#)⁷, alors chef du gouvernement italien, est parti lui aussi. Le président de la délégation française, [Barthou](#)⁸, a également quitté ses fonctions, bien que [Poincaré](#) soit resté au pouvoir. Le gouvernement allemand de [Wirth](#) a également démissionné. Si nous considérons sous un autre angle cette conférence de Gênes, force est de constater qu'en cette période que nous traversons, diriger un gouvernement bourgeois n'est guère une sinécure. Le risque professionnel des gouvernements bourgeois, en temps de guerre et de révolution, s'accroît démesurément. Si des sociétés d'assurance pour chefs de gouvernement et ministres existaient, elles exigeraient des primes exorbitantes.

3. Il s'agit de Skoropadski, Pavel Pétrovitch (1873-1945), lieutenant-général tsariste. Se désigne « Hetman » (chef cosaque) de l'État ukrainien à la suite d'un coup d'État orchestré en avril 1918 par les troupes d'occupation allemandes avant d'être à son tour renversé en décembre.

4. Mumm, von Schwarzenstein, Philipp Alfons Freiherr (1859-1924), diplomate de l'Empire allemand. Ambassadeur à Pékin en 1900, puis au Japon (1909-1911). De mars à novembre 1918, il a représenté le Reich allemand à Kiev.

5. La « Conférence économique et financière internationale » de Gênes s'est tenue du 10 avril au 19 mai 1922. Cette conférence était destinée à résoudre les questions de la reconstruction économique et du système commercial et financier international mis à mal par la Première guerre mondiale.

6. En avril 1917 fut élue une « Rada (parlement) centrale » majoritairement menchévique-socialiste-révolutionnaire. Elle déclara unilatéralement l'indépendance de l'Ukraine et s'opposa à la Russie soviétique en favorisant les forces contre-révolutionnaires et en se subordonnant à l'impérialisme allemand.

7. Facta, Luigi (1861-1930), homme politique libéral italien, plusieurs fois ministre et président du Conseil de février à octobre 1922.

8. Barthou, Jean Louis (1862-1934), homme d'État et diplomate français. Premier ministre en 1917, en 1921-22, ministre de la Guerre. A dirigé la délégation française à la Conférence de Gênes en 1922.

Poursuivons le décompte : le président du Conseil des ministres bulgare, Stamboulski⁹, présent à Gênes, assassiné ; le président du Conseil des ministres grec, Gounaris, et son ministre des Affaires étrangères, Blakadzi, assassinés ; le président de la République polonaise, deuxième délégué de la Pologne à Gênes, Narutowicz, assassiné ; le ministre allemand des Affaires étrangères, [Rathenau](#), assassiné. Je ne sais pas si j'ai recensé tous mes anciens collègues de la Conférence de Gênes qui ne figurent plus parmi les vivants.

Tous ces faits démontrent que la société bourgeoise, qui se targuait d'avoir instauré l'ordre, la civilisation, la démocratie, a fait faillite. L'ordre bourgeois ? Ce sont des assassinats périodiques, une terreur blanche. La démocratie bourgeoise ? C'est le fascisme, dictature insolente et ouverte, liquidant tout ce dont la démocratie bourgeoise s'enorgueillissait. La représentation proportionnelle, le parlement — tout cela est désormais, dans le lexique bourgeois, un terme injurieux ou du moins moqueur, depuis qu'un président du Conseil a déclaré qu'il pourrait transformer le parlement en « bivouac » pour ses troupes si les députés refusaient de lui obéir. Quant à la civilisation bourgeoise, nous la contemplons au cœur de l'Europe : dans la Ruhr¹⁰, où depuis plus de six mois se déploie une destruction préméditée, méthodique, systématique de richesses colossales. Des usines géantes, des mines dont la production alimentait les marchés mondiaux, gisent à l'arrêt, semant autour d'elles famine et misère, parce que le capitalisme déclare : « Mon intérêt l'exige, mon bon plaisir le commande. »

Il nous faut souligner cet aspect afin que les masses ouvrières et paysannes comprennent clairement que le pouvoir des Soviets n'est pas seulement un pouvoir consolidé, mais le seul capable aujourd'hui de garantir un ordre véritable ; non un ordre imposé par la contrainte, mais un ordre fondé sur le consentement volontaire, une harmonie née de l'alliance des intérêts des larges masses populaires urbaines et rurales. Seul le pouvoir des Soviets est fort et durable ! Lui seul peut affirmer que son développement, bien que lent, ne conduira jamais à des conflits entre les différentes composantes des masses laborieuses, car dans l'État soviétique — sous le socialisme d'État —, les surplus nouveaux, les profits issus de la relance industrielle, ne serviront pas à enrichir les capitalistes ou le secteur privé, mais à augmenter les salaires, à moderniser les usines, à renouveler leurs équipements, à élever le niveau de l'agriculture, en un mot : à améliorer le bien-être de tout le peuple. Les contradictions qui déchirent la société capitaliste sont, chez nous, abolies.

Oui, il faut s'en souvenir aussi pour une autre raison. Nous percevons parfois en nous-mêmes une certaine forme de romantisme révolutionnaire lorsque nous songeons à notre action et considérons les années de lutte acharnée, de guerre civile, d'efforts surhumains, de défaites et de victoires, comme l'âge d'or du pouvoir soviétique. Ces temps où, jeune et fier, le pouvoir des Soviets se dressait devant les masses populaires comme le porteur d'une terre promise. Mais non : tout cela n'était que le prélude au travail pacifique et minutieux auquel nous nous consacrons aujourd'hui. Les révolutions, les guerres étaient nécessaires pour écarter les obstacles sur la voie de notre édification pacifique.

Notre objectif — celui du pouvoir des Soviets et du Parti communiste — est d'élever le bien-être des larges masses populaires. Et cette conclusion s'applique également à toutes les républiques socialistes soviétiques.

En revenant à l'Ukraine, je dois ici insister sur une autre leçon, un autre enseignement que nous devons sans cesse rappeler, auquel nous devons constamment revenir.

9. Stamboulski Alexandre Stoïmenov (1879-1923), homme politique et homme d'État bulgare. Leader du parti paysan.

10. Suite au non paiement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925.

III. L'Union des républiques soviétiques est une condition indispensable à l'existence de l'Ukraine

Les épreuves de la guerre civile dévastatrice ont prouvé l'impossibilité pour les républiques soviétiques d'exister hors de l'union, hors du lien fédératif. Quiconque prétendrait que les républiques soviétiques pourraient subsister comme des États séparés et souverains, à l'image des grandes puissances traditionnelles, est soit un imbécile, soit un ennemi conscient des ouvriers et des paysans. Notre expérience a démontré que, sans le soutien inébranlable de la Russie soviétique à nos côtés, la révolution en Ukraine aurait péri.

Le pouvoir soviétique ouvrier et paysan aurait péri, et c'est alors le triomphe d'autres classes et d'autres régimes qui aurait prévalu. En 1919, à la veille de notre retour en Ukraine, furent rédigées des thèses relatives à la question ukrainienne. Je juge nécessaire de vous en lire la première, car elle formule une vérité élémentaire désormais évidente :

« L'affirmation de la dictature du prolétariat en Ukraine, compte tenu de la faiblesse du prolétariat ukrainien, de l'absence de différenciation au sein des masses paysannes, de la fragilité du Parti communiste, ainsi que de la position géographique particulière de l'Ukraine — transformée durant deux années en plateforme de l'offensive impérialiste contre la Russie soviétique —, et enfin en raison de l'essor marqué du banditisme partisan professionnel et des luttes nationales, n'est possible qu'avec l'aide de la Russie soviétique et du Parti communiste russe. Seule une étroite unification de toutes les institutions dédiées à la défense, conjuguée à une intégration rigoureuse de l'appareil économique et administratif — c'est-à-dire une centralisation du recensement et de la répartition tant de nos forces que des richesses matérielles de la Russie et de l'Ukraine — rend concevable la victoire des ouvriers et des paysans en Ukraine. »

Cette position ne constitue pas seulement une directive fondamentale du pouvoir soviétique en Ukraine — car la prétendue orientation vers les forces internes ne résiste pas à l'examen —, mais elle transcende les questions de forme. Il ne s'agit pas ici du degré de centralisation ou de la nature précise de l'union. Celle-ci pourrait être plus ou moins centralisée, plus étroite ou plus souple, revêtir des formes variées : l'essentiel réside dans le principe même. Nous devons sans cesse rappeler cette vérité, la graver dans la mémoire des ouvriers et paysans d'Ukraine.

D'abord, que serait-il advenu sans la victoire du pouvoir des Soviets ? Quelle force aurait triomphé en Ukraine ? La réponse est claire comme deux et deux font quatre : les généraux blancs. Un pouvoir nationaliste ukrainien, incapable en 1919 de résister à la pression de nos détachements partisans, aurait été encore bien moins en mesure de contenir l'assaut de Denikine. Les troupes de [Petlioura](#) ne purent même opposer de résistance aux faibles forces que Denikine leur consacra, alors que ses armées principales marchaient contre nous. Et quel était le programme de Denikine sur la question nationale ? Il faut là aussi le rappeler. Je possède justement un extrait de la déclaration que Denikine adressa le 12 avril 1919 aux représentants des puissances alliées présents à son état-major. Je n'en lirai que le préambule :

« Je vous prie de porter à la connaissance de vos gouvernements les objectifs que poursuit le commandement des forces armées du Sud de la Russie dans sa lutte contre le pouvoir soviétique : 1° Anéantir l'anarchie bolchevique et rétablir l'ordre juridique dans le pays ; 2° Restaurer une Russie puissante, unie et indivisible. »

Nul ne saurait reprocher à Denikine d'avoir dissimulé son programme politique. La formule est explicite : *« une Russie puissante, unie et indivisible »*. Ce qui signifiait : Mort au développement national de l'Ukraine, mort à sa culture, mort à toute velléité d'État ukrainien, mort à la langue ukrainienne — pourtant parlée par l'écrasante majorité de la population.

Ainsi, le pouvoir soviétique s'allie harmonieusement aux intérêts nationaux de l'Ukraine. En tant qu'entité étatique, l'Ukraine ne peut triompher qu'en tant que république soviétique, c'est-à-dire uniquement en union avec les autres républiques soviétiques, en particulier la Russie soviétique.

Cependant, il ne faut pas en conclure (et j'espère qu'aucun camarade russe ne le fera) que si l'Ukraine ne peut se passer de la Russie soviétique, cette dernière pourrait, elle, se passer des autres républiques et mériterait donc une position privilégiée. Non, ce serait là du chauvinisme grand-russe, contre lequel Vladimir Ilitch, lors du VIIIe Congrès des Soviets (en hiver 1921¹¹, si je ne m'abuse), rappela la fable des oies qui se vantaient que leurs ancêtres avaient sauvé le Capitole romain. Bien sûr,

Il ne faut pas oublier les immenses mérites de la Russie soviétique, des ouvriers et des paysans russes, qui ont consenti tant de sacrifices. Si l'on compte les classes d'âge mobilisées durant la guerre civile en Russie, elles furent seize, contre sept seulement chez nous. Il en va de même pour les sacrifices matériels. Mais chaque communiste doit aussi clairement réaliser que sans l'Ukraine, sans la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie ou la Biélorussie — qui ont absorbé les invasions étrangères comme le sable boit le flot des rivières en crue —, il serait difficile d'imaginer le destin de la Russie soviétique et de Moscou. Sans parler du fait que c'est avec ces républiques, avec leurs richesses — leur pétrole, leur charbon, leur blé, leur sucre —, que l'Union soviétique acquiert la puissance économique lui permettant de prospérer.

Je souligne ces dérives potentielles d'un côté, mais je dois aussi réaffirmer, à l'aube de cette cinquième année de lutte commune, que l'avenir prospère de l'Ukraine ouvrière et paysanne réside dans une étroite union fraternelle avec toutes les républiques soviétiques — et particulièrement avec la Russie soviétique.

IV. Les intérêts de classe avant tout

Il reste une conclusion à formuler. Elle peut s'exprimer de deux manières, l'une positive, l'autre négative, mais son essence demeure identique : la primauté de l'intérêt de classe sur les intérêts sectoriels.

Dans notre travail futur, nous serons inévitablement confrontés aux contradictions persistantes que nourrissent certains ouvriers et paysans encore inconscients, opposant leurs revendications corporatistes, professionnelles ou autres aux intérêts généraux de leur classe. Méconnaître la supériorité de l'universel sur le particulier, du collectif de classe sur les égoïsmes sectoriels, condamnerait la révolution à périr. C'est pour avoir compris cette vérité, pour l'avoir défendue sans faiblir — car il faut du courage pour l'exposer aux travailleurs —, que notre Parti mérite avant tout le respect, la sympathie et le soutien de la classe ouvrière. Il n'a jamais craint de dire ses vérités au prolétariat, même lorsque celui-ci commettait des erreurs. Il n'a jamais placé les intérêts partisans ou catégoriels au-dessus de l'intérêt général de classe. Notre Parti s'enorgueillit que son programme ne défende ni les privilèges d'un groupe restreint, ni ceux des travailleurs d'une nation ou d'un État isolé, mais incarne l'intérêt permanent du prolétariat dans son ensemble, non à l'échelle nationale, mais à l'échelle internationale. Notre Parti représente les intérêts de la révolution sociale.

En Ukraine, cette scission entre intérêts particuliers et collectifs s'est manifestée avec une netteté particulière, surtout au sein de la paysannerie. Pourquoi avons-nous triomphé ? Pourquoi les factions anarchisantes, socialistes-révolutionnaires de gauche ou de droite — je ne distingue pas ici entre les SR ukrainiens et russes —, mencheviks et autres ont-elles finalement été vaincues ? Parce qu'elles ne portaient qu'une partie des revendications des paysans et des ouvriers, tout en marchant, sur le reste, main dans la main avec la bourgeoisie. Et bien que ces groupes aient pu remporter des succès éphémères — vous savez quelles difficultés nous opposèrent la guérilla, les détachements partisans, la

11. Le VIIIe Congrès des Soviets s'est tenu en décembre 1920, c'est le IXe Congrès qui s'est tenu en décembre 1921.

*Makhnovchtchina*¹², la *Grigorievchtchina*¹³, l'agitation koulak¹⁴; notre victoire fut possible parce que nous avons toujours gardé le cap de la perspective de classe.

En d'autres termes, on pourrait dire que si les autres regroupements politiques ne représentaient que des éléments épars de la ville et de la campagne, le Parti communiste seul incarna, dans son action politique, la perspective de classe globale — et donc étatique. Si aujourd'hui, à l'aube de cette cinquième année, nous nous demandons ce qui mériterait le plus d'attention en Ukraine et ce qui nous a le plus nui par le passé, c'est précisément le manque de conscience de cette perspective, celle du point de vue de la classe dans son ensemble.

J'ai en ma possession une correspondance révélatrice — je dis révélatrice car elle met à nu les points sensibles de notre réalité. Cela se passa durant l'épisode de la *Grigorievchtchina*. Bien sûr, nous étions en contact permanent avec notre Comité central à Moscou, et particulièrement avec Vladimir Ilitch. L'affaire remonte à l'époque où éclata la révolte de Grigoriev, le 12 mai. L'insurrection fut liquidée en trois semaines à peine. Dès la mi-juin, Vladimir Ilitch nous adressa un télégramme de félicitations pour la prise d'Ekaterinoslav, d'Aleksandriya et d'Yelisavetgrad, ainsi que pour l'élimination de Grigoriev. Dans le même message, il ordonna : « *Dépêchez immédiatement toutes les forces disponibles vers le Donbass.* »

Le coeur de la situation d'alors était effectivement le Donbass. Ce fil rouge traverse tous ses télégrammes ultérieurs, toutes ses directives. La clé stratégique résidait dans le Donbass, où Denikine concentrait alors toute sa pression. Cet épisode nous permit de mettre en lumière les forces et les faiblesses du prolétariat et de la paysannerie ukrainiens. Tant qu'il s'agissait de combattre Grigoriev, nous triomphâmes — et avec une rapidité remarquable, malgré l'ampleur du péril. Car Grigoriev contrôlait les axes vitaux : le centre de sa rébellion s'étendait de Znamenka à Aleksandriya et Yelisavetgrad. Il disposait de 20 000 hommes, d'une artillerie massive (60 canons), de 14 millions de cartouches, de trains blindés, et d'un ravitaillement pillé à Odessa, libérée début avril. Ses troupes se déployèrent en éventail : il s'empara de Krementchouk, menaça Ekaterinoslav et marcha même sur Kiev.

Au même moment, Nikolaïev était en révolte, Odessa se préparait aussi à se soulever. Zeleny opérait près de Kiev, et plus au nord, Struk agitait la région de Tchernigov. Le pouvoir des Soviets se trouvait dans une situation extrêmement critique. Pourtant, en deux semaines, Grigoriev fut écrasé — non seulement son noyau, mais toute son armée fut anéantie. Il ne lui resta qu'une bande misérable, contrainte de se cacher dans les forêts de Znamenka.

Mais la seconde tâche assignée par Ilitch, nous ne l'accomplîmes pas. Ces mêmes ouvriers d'Odessa, de Kiev, ces mêmes paysans qui s'étaient dressés contre Grigoriev, lorsqu'il s'agissait de les éloigner de leurs foyers, de leurs familles, de leur district ou de leur province, se montrèrent réticents à remplir leur devoir. Quel que soit le nombre de troupes que nous transférions, quel que soit le nombre d'hommes que nous mobilisions vers le Sud, nous recevions des messages indiquant que seul un pourcentage négligeable atteignait sa destination car la majorité s'évaporait littéralement en chemin. Certes, l'appareil était défaillant, le contrôle inefficace, le ravitaillement désastreux. Mais surtout, le lien vital entre l'État soviétique et les masses ouvrières et paysannes manquait encore de solidité.

12. Il s'agit du mouvement incarné par l'anarchiste Makhno, Nestor Ivanovitch (1888-1934). Fils de paysans ukrainiens, berger puis ouvrier, il participe aux soulèvements de 1905 et devient anarchiste. Arrêté en 1908, il est libéré par la Révolution de Février 1917. Rentre à Gouliaï-Polié où il organise une armée paysanne et harcèle les Allemands. En mars 1919, ses partisans sont inclus dans l'Armée rouge pour lutter contre Dénikine, mais il entre ensuite en conflit avec les bolcheviques. En 1921, se réfugie en Roumanie puis en France.

13. Il s'agit du soulèvement dirigé par Grigoriev, Nikifor Alexandrovitch (1884-1919), ex-officier tsariste, colonel de l'armée de la République populaire ukrainienne sous Pétlioura, qui s'était rallié à l'Armée rouge d'Ukraine. Ayant reçu l'ordre de transférer sa division en Bessarabie pour se battre contre les Roumains, Grigoriev refusa d'obtempérer et le 7 mai, il se retourna contre le pouvoir soviétique. Le 23 mai, son soulèvement était liquidé.

14. Koulak (littéralement « le poing »), terme péjoratif employé pour désigner les paysans riches et leur brutalité dans l'exploitation des paysans pauvres.

À quoi Makhno dut-il ses succès, sinon à cette formule séduisante jetée aux campagnes : « Point n'est besoin d'un pouvoir central — chaque *volost*¹⁵ sera une république libre ! » Cette promesse, bien sûr, flattait les paysans méfiants envers l'État ouvrier, surtout les koulaks. Elle signifiait : plus d'impôts à verser à l'État, plus de réquisitions de grains. Cette idéologie petite-bourgeoise, koulak, dominait alors. Et je dois admettre qu'aujourd'hui encore, nous sommes loin de l'organisation étatique nécessaire.

Sur ce front, notre tâche urgente est de renforcer l'État communiste, l'État soviétique, unificateur de tous les travailleurs, incarnation de leurs intérêts généraux et permanents devant lesquels les intérêts particuliers doivent s'incliner.

C'est précisément ce principe qu'il faut garder à l'esprit pour l'avenir. De toute évidence, en ces cinq années, l'appareil étatique central — ainsi que les administrations provinciales, de district, etc. — s'est considérablement renforcé. Auparavant, les villages n'avaient aucun appareil administratif : l'ancien *starosta* (chef de canton) y régnait en maître, et l'assemblée paysanne remplaçait le Congrès des Soviets. Mais durant ces cinq années, nous avons accompli un travail immense — bien qu'il reste encore aux trois quarts à réaliser. Il est révélateur de constater comment ces partis anarchistes petits-bourgeois, à certains moments, ont eux-mêmes reconnu que les objectifs qu'ils s'étaient fixés dépassaient leurs forces, et qu'on ne peut fonder un État stable en s'appuyant sur des intérêts sectoriels ou koulaks.

Je me souviens de deux épisodes mineurs, que je dois relater ici car ils éclairent l'état d'esprit des masses de l'époque et l'impuissance politique des partis et gouvernements petits-bourgeois.

Le premier épisode se déroula lors de la retraite de nos deux divisions — les 40^e et 45^e — d'Odessa. Il faut dire que ce fut l'un des chapitres héroïques de notre guerre civile. Vous vous souvenez que Kiev était déjà occupée. À l'ouest, jusqu'à la frontière polonaise, s'étendait le front petliouro-galicien ; à l'est, le front dénikinien. Nos deux divisions, prises en tenaille comme dans un sac, durent percer vers le nord à pied pour rejoindre les troupes en retraite vers Tchernigov. Leur route était barrée par le front commun petliouro-galico-dénikiniens. Au sud, Makhno — déclaré hors-la-loi en mai après la révolte de Grigoriev, mais que nous n'avions pas les moyens de liquider — prit l'initiative d'entamer des négociations avec le commandement de nos deux divisions. Il cherchait à rallier nos forces aux siennes. C'est ainsi que débutèrent des pourparlers près de Voznessensk.

Le lendemain, les négociations furent interrompues ; le soir venu, le télégraphe se remit à crépiter. « *Que se passe-t-il ?* » demanda-t-on. Makhno répondit : « *Les maudits koulaks ont coupé le fil.* » Makhno, l'idéologue du koulakisme, contraint de se plaindre de ses propres koulaks.

Le second épisode survint à Kamenets-Podolsk. À la fin décembre 1919, le camarade Popov, communiste de Kiev, y arriva. Le gouvernement petliouriste, informé de sa présence, au lieu de l'arrêter, voulut profiter de son séjour pour l'envoyer à Moscou — où se trouvait déjà le gouvernement ukrainien — avec une offre de pourparlers.

Si je ne m'abuse, le camarade Popov eut à Kamenets un entretien avec Martos, célèbre ministre de Petlioura. Ce dernier lui déclara : « Nous avons compris qu'on ne peut bâtir un État viable avec les koulaks. » Pourtant, la République populaire ukrainienne, le régime petliouriste, reposait précisément sur ce koulakisme. Ainsi, dans le contexte de l'époque, il apparut que ceux qui évaluaient avec le plus de lucidité la situation en Ukraine demeuraient les communistes bolcheviks.

V. En Ukraine, le village fut souvent l'alpha et l'oméga de notre politique

15. Petite unité administrative regroupant quelques villages (canton).

Nous avons appris, bien entendu non sans quelques expériences douloureuses et quelques revers, à être extrêmement sensibles et attentifs aux réalités rurales. Bien sûr, nous avons déjà conscience de la structure sociale des campagnes et avons analysé leur stratification. Mais ce n'est qu'en 1919, submergés par les incendies des révoltes koulaks, incapables d'acheminer ne serait-ce que dix wagons de blé depuis Ouman ou les environs de Kiev, tandis que la classe ouvrière et l'armée mouraient de faim, que nous comprîmes véritablement l'importance cruciale de rallier les villages à notre cause. En Ukraine, le village fut souvent le pivot absolu de notre action.

Le connaître, le comprendre, était vital : mais la psychologie paysanne, d'une complexité extrême, se révélait paradoxale et contradictoire.

Pour illustrer cette ambivalence, permettez-moi de citer un épisode caractéristique. En Volhynie — province où l'extrémisme réactionnaire des Cents Noirs¹⁶ régnait traditionnellement —, le pouvoir passa brièvement aux mains des Blancs à Jitomir début juin [1919]. Leurs proclamations invoquaient la « *restauration de la Sainte Russie orthodoxe* », exaltant des revendications monarchistes. Pourtant, un Congrès des Soviets paysans du district s'y tint simultanément. Son programme ? Contre les communes, contre les commissions extraordinaires [tchékas], pour la liberté du commerce. Les monarchistes y envoyèrent une délégation, suppliant les paysans de redistribuer des terres aux anciens propriétaires fonciers, désormais « réduits à la misère ». La réponse du Congrès fut cinglante : « Nous, les bolcheviks, ne rendrons pas la terre aux seigneurs ! » Ainsi, ces mêmes paysans rejetaient les communes et la Tchéka, exigeaient le libre-échange mais se revendiquaient en même temps « bolcheviks » !

Je me souviens d'une tournée dans la province de Tchernigov avec des membres du gouvernement. Dans le village de Grabovka, un jeune garçon paysan nous déclara avec aplomb : « *Je suis bolchevik !* » Interrogé sur les raisons de son engagement, il rétorqua, aussi fier : « *Parce que je suis contre les communes !* »

Il nous fallut donc trouver le moyen d'apporter de la clarté dans cette psychologie paysanne, ce qui fut réalisé grâce au mot d'ordre que nous avons lancé : l'organisation des paysans pauvres en comités¹⁷. Ce mot d'ordre introduit dès début 1920, ne révéla pleinement sa portée et ses effets qu'en 1921. Comme on le sait, cette ligne rencontra certaines résistances au sein de notre Parti. La conférence urbaine de Kharkov, ainsi que la conférence provinciale, rejetèrent même à une écrasante majorité la proposition d'une organisation autonome de la paysannerie pauvre. Toutefois, cette erreur fut rapidement corrigée, et la conférence pan-ukrainienne adopta à une large majorité la création de comités de paysans pauvres comme mission centrale de notre Parti.

Grâce à cela, nous avons pu instaurer dans les campagnes, durant trois années — 1920, 1921 et 1922 —, l'ordre révolutionnaire qui y règne désormais. Je suis convaincu que les comités de paysans pauvres continueront de bénéficier du soutien du Parti, du gouvernement et de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans le nouveau budget d'État, nous avons prévu deux postes rémunérés pour les comités régionaux de paysans pauvres. Ce groupe de seize cents présidents et secrétaires régionaux pourra,

16. Cent-Noirs, (*Tchernosotentsy*) groupe ultra-réactionnaire d'extrême-droite et terroriste en Russie tsariste qui organisait, avec la complicité des autorités, des pogroms antisémites et des attentats contre des révolutionnaires.

17. Les Comités de paysans pauvres (KNS ou *Komnezamy*) : organisation de classe des paysans pauvres en Ukraine dans les années 1920-1933. Ils furent créés par décret du Comité exécutif central des Soviets pan-ukrainien du 9 mai 1920 afin d'organiser les paysans pauvres dans les villages et de renforcer leur alliance avec la classe ouvrière. Au 1er congrès des Comités (octobre 1920), 10.000 comités avaient été constitués en Ukraine. Les comités jouèrent un rôle actif dans la redistribution des terres des propriétaires terriens et des koulaks, dans la confiscation des excédents de blé cachés par les koulaks et dans la répression de ces derniers. Les comités furent ensuite mobilisés lors de la collectivisation forcée des terres au tournant des années 1920-1933, avant d'être supprimés en mars 1933.

grâce à l'appui de l'État, encadrer une armée de plus d'un demi-million de paysans et paysannes actuellement engagés dans ces comités.

N'oublions pas que sous l'influence de la Nouvelle Politique Économique¹⁸, des courants liquidationnistes cherchant à nier la nécessité et l'utilité de ces comités ne manqueront pas d'émerger périodiquement. Contre ces dérives, nous devons lutter de toutes nos forces.

Indissociable du renforcement du pouvoir soviétique dans les campagnes est le travail mené par notre Parti et l'État pour élever le niveau de l'agriculture. Mais cet effort devra, à l'avenir — je tire ici les leçons de l'expérience accumulée — s'orienter selon des axes quelque peu différents. Nous atteignons les limites de l'agriculture extensive : dans de nombreuses provinces, les terres disponibles sont presque entièrement exploitées. Certaines régions, comme celle de Podolie, connaissent déjà des migrations internes. En Ukraine, des délégués paysans se présentent au Commissariat du Peuple à l'Agriculture, demandant des terres dans les zones steppiques des districts de Kherson, d'Odessa ou ailleurs, pour y installer leurs familles.

Ainsi, nous sommes désormais confrontés à la nécessité de passer d'une agriculture extensive à une agriculture intensive, fondée sur une meilleure exploitation des terres. Les tentatives — couronnées d'un succès partiel — d'introduire des cultures exigeantes en main-d'œuvre, comme le maïs ou les plantes industrielles, devront se poursuivre. Ces enjeux concernent non seulement le pouvoir soviétique et la paysannerie, mais aussi la classe ouvrière et le Parti communiste. Ce dernier doit s'approprier ces questions, les comprendre pleinement, et en faire un levier pour cimenter l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Parmi les faiblesses persistantes, outre des méthodes agraires archaïques, figure l'absence d'aménagement foncier structuré. Je dois l'avouer : nous n'avons pas résolu cette question. Elle a surpassé nos forces. Pourtant, c'est là la tâche capitale, aux implications immenses, tant politiques qu'économiques.

VI. L'aménagement foncier: priorité immédiate de l'État à la campagne

Nous disposons d'une loi fondamentale sur l'aménagement foncier et l'utilisation des terres. Nous savons tous que la terre appartient au peuple entier, qu'elle est nationalisée, et que les paysans n'en sont juridiquement que des usufruitiers, sans droit de vente. Ils ne peuvent que la cultiver et en jouir. Pourtant, l'organisation de ces terres demeure inchangée depuis l'ancien régime. Certains districts présentent un morcellement parcellaire absurde : des paysans possédant 5 à 6 déciatines¹⁹ de terre, les répartissent en 50 à 60 parcelles éparses. Dans le district de Radomysl, un cas extrême montre un paysan divisant ses terres en 59 fragments. Dans de telles conditions, le paysan perd évidemment la moitié de son temps à courir d'une parcelle à l'autre pour les travailler. Toute forme d'agriculture moderne devient impossible. Les cultures industrielles ou de céréales tardives de printemps exige des terres regroupées d'un seul tenant — sans quoi protéger les récoltes du bétail relève de l'utopie. Or, avec le morcellement actuel, cela reste impensable.

L'absence d'aménagement foncier rationnel comporte également des conséquences politiques néfastes. Certaines terres seigneuriales ne sont toujours pas redistribuées et restent en blocs

18. La Nouvelle politique économique (NEP, *Novaïa èkonomitcheskaja politika*) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». Avec l'adoption de la NEP, conçue par Lénine comme une « *retraite forcée* », les relations marchandes devinrent la forme principale des rapports entre l'industrie nationalisée et l'économie paysanne. La suppression du système de réquisitions et le passage à l'impôt en nature permirent aux paysans de vendre leurs surplus sur le marché et d'y acquérir des articles manufacturés. La NEP fut d'application jusqu'au Premier plan quinquennal de 1928 et ne prit officiellement fin qu'en 1930 avec la collectivisation forcée des terres.

19. Déciatine : mesure agraire valant 1,0925 ha.

compacts ; ailleurs, elles n'ont été attribuées qu'aux paysans pauvres. Ainsi, le paysan moyen ou aisé peut toujours clamer : « Je n'ai pas profité des confiscations — ces terres sont réservées aux miséreux ! » Si un réaménagement global mélangeait toutes les parcelles — offrant au pauvre un lopin jadis koulak, et au koulak une portion des anciennes terres nobles selon sa capacité de travail —, les rapports sociaux à la campagne s'en trouveraient transformés. Quoi qu'il en soit, cela apaiserait considérablement les tensions politiques rurales.

Je considère que la question de l'aménagement foncier constitue le problème le plus épineux de nos campagnes et de notre agriculture. Elle reste irrésolue. Pourquoi ? Parce que sa solution exige des moyens colossaux. Pour organiser ces 40 millions de déciatines (chiffres approximatifs) — non seulement entre les villages, mais aussi au sein de chaque communauté rurale —, il faudrait peut-être 20 millions de roubles-or, voire bien davantage. L'État cependant — permettez-moi d'insister sur ce point, car nous y reviendrons fréquemment — ne peut se décharger de sa responsabilité en déclarant : « Que les paysans paient eux-mêmes ! » Car qu'advierait-il ? Le paysan aisé, disposant de fonds pour rémunérer un agronome, aménagerait les terres à son seul profit. Au Conseil des Commissaires du Peuple, cette question s'est souvent imposée à nous : que faire ?

Très récemment, nous avons constaté pour la première fois que notre trésorerie disposait de 14 millions de roubles disponibles. Nous avons décidé d'affecter cette somme à la création d'un premier fonds dédié à l'aménagement foncier.

Notre politique agricole comporte bien d'autres aspects que l'expérience a révélés comme des points faibles, mais je m'abstiendrai de les évoquer ici.

De manière générale, il faut garder à l'esprit que l'agriculture restera, pendant des dizaines et des dizaines d'années encore, la base de tout développement économique. C'est grâce à l'agriculture que nous pourrions restaurer l'industrie, non seulement parce que nous élargissons son marché de débouchés, mais aussi parce qu'en exportant des céréales, nous obtiendrons de l'étranger ces équipements, ces fonds de roulement qui font actuellement défaut à notre grande industrie.

VII. Industrie et finances

Il faut également reconnaître qu'à l'aube de la cinquième année du pouvoir soviétique, la question de créer des conditions favorables au développement ultérieur de notre grande industrie demeure en suspens. L'Ukraine était un pays qui produisait plus de fer, plus de fonte et de charbon que le reste de la Russie, et où se concentrait 24 % de la population ouvrière de toute l'Union. Il est aisé d'imaginer la force que ces 25 %, soit un quart des travailleurs de l'Union, auraient pu conférer ici, en Ukraine, au mouvement révolutionnaire communiste.

On peut tout aussi aisément imaginer combien la République ukrainienne aurait revêtu une physionomie prolétarienne, et quel poids accru elle aurait acquis au sein de l'Union tout entière, si nous parvenions à restaurer notre industrie au moins à son niveau d'avant-guerre. Nous nous rapprochons tous de cet objectif, mais nous n'avons pas encore pu l'accomplir. Les industries trouvant des débouchés sur le marché — celles de l'alimentation et des produits de consommation — se sont plus ou moins développées. En revanche, l'industrie lourde, qui ne peut subsister que grâce aux commandes de l'État, demeure malheureusement dans une situation extrêmement critique. Ce n'est que lorsque nous disposerons d'une base financière solide et d'un budget d'État équilibré que nous pourrions affirmer avoir assuré les conditions du développement de la grande industrie et de l'amélioration des salaires ouvriers à la hauteur requise.

Notre expérience ukrainienne vient confirmer celle, pan-russe, de l'Union toute entière : notre tâche la plus urgente est la stabilisation du rouble.

VIII. L'Armée rouge

Mais lorsque nous évoquons les cinq années d'histoire de la République soviétique d'Ukraine, je dois souligner qu'elles sont, aux trois quarts sinon plus, l'histoire de l'Armée rouge. Je n'entrerais pas dans le détail de son développement. Nous avons tous pris part à la guerre civile, et il n'est pas un ouvrier ou une ouvrière qui n'ait contribué, directement ou indirectement, à la défense du pays. Nous savons tous avec quelle intensité nous avons vécu chaque victoire et chaque revers de l'Armée rouge.

Rappelons-nous les sentiments qui vous animaient ici, en 1919, lorsque le Donbass était déjà aux mains des Blancs, lorsqu'ils s'emparèrent d'Ekaterinoslav et de Kharkov. À ce moment, à Kiev, nous étions dans une situation plus favorable — plus éloignés de l'ennemi — et nourrissions l'espoir de ne pas perdre Kiev, mais au contraire de libérer Kharkov et Ekaterinoslav. Par la suite, nous dûmes renoncer à cet espoir. Après l'héroïque défense de Poltava, Kiev tomba, les Blancs avancèrent vers Tchernigov, etc. Mais à aucun moment nous ne perdîmes l'espoir qu'un revirement en notre faveur surviendrait, si pas aujourd'hui, du moins demain : car tout dépendait de l'organisation. Nous savions que les ouvriers et les paysans ne voulaient pas suivre Dénikine. Nous savions que sa force résidait dans son corps d'officiers, en de petites unités combattantes, mais fortement soudées, et que c'était avec ces régiments d'officiers organisés que Dénikine nous battait. Ainsi, tout se jouait dans notre capacité à lui opposer une organisation supérieure. Nous y sommes parvenus, et nous avons vaincu Dénikine.

Aujourd'hui, la tâche est autre. Il ne s'agit plus de hisser l'armée au niveau d'une quelconque armée dénikinienne, elle-même loin d'être exemplaire. Notre objectif est désormais d'élever l'Armée rouge au rang des meilleures armées européennes.

Nous éprouvons tous une fervente sympathie pour l'Armée rouge, née pendant la guerre civile, alors que nous partagions ses joies et ses peines. C'est pourquoi je suis convaincu que, parmi la classe ouvrière et la paysannerie, le destin de l'Armée rouge restera un sujet de préoccupation constant. D'autant plus que l'Armée rouge doit aujourd'hui être chère aux ouvriers et aux paysans pour deux raisons. Elle a joué un rôle colossal dans notre histoire, non seulement en défendant le pays, mais aussi en nous enseignant, à travers son organisation, comment structurer l'État.

Récemment ont été publiées les notes d'un membre des Cadets — j'ai oublié son nom — qui, après la révolution d'Octobre, continua d'officier comme une sorte de président du comité des ministres à Petrograd. D'un côté, il y avait notre pouvoir ; de l'autre, l'ancien gouvernement de Kerensky maintenait un comité ministériel fantôme. Ces messieurs continuaient de siéger, de se réunir, et pendant un temps — des semaines, voire des mois — c'est d'eux que dépendait la trésorerie chargée de verser les fonds.

Ce Cadet publie aujourd'hui ses mémoires et déclare : « Les bolcheviks ne nous inquiétaient pas, et nous continuions librement à nous réunir, à siéger, en prenant bien sûr certaines précautions. » C'est vrai. À l'époque, notre intérêt se concentrait sur deux ou trois appareils d'État : les approvisionnements, la Tchéka, la Garde rouge. C'est sur l'Armée rouge que nous avons d'abord été mis à l'épreuve, testant si la classe ouvrière était apte à diriger le pays. À travers l'Armée rouge, le prolétariat a passé son examen. S'il était capable d'en créer l'appareil, cela prouvait sa maturité pour gouverner. En ce sens, l'Armée rouge fut notre plus grande école. Nous y avons appris la discipline ; nous y avons appris à secouer les lenteurs bureaucratiques. L'Armée rouge nous est donc chère à tous, car elle fut la première école pratique pour les masses laborieuses. Quel ouvrier ou paysan conscient n'a pas été commissaire, soldat de l'Armée rouge, ou responsable de son intendance ? Tous, de près ou de loin, ont participé à son organisation ou à ses combats.

La seconde raison qui rend l'Armée rouge proche et précieuse pour le prolétariat et la paysannerie est sa composition actuelle. Que représentait-elle en 1919, lorsque nous la structurions ici, en Ukraine ?

Une petite partie seulement était constituée d'ouvriers et de paysans mobilisés. L'autre se recrutait parmi d'anciens soldats, des volontaires, et comptait beaucoup d'éléments aventuriers, de professionnels de la guerre, d'hommes déshabitués de tout métier, pour qui la fin des combats eût été un malheur. Beaucoup, une fois la guerre civile terminée, formèrent des bandes. Qui parmi nous ne connaît ces atamans que nous dûmes ensuite fusiller ou amnistier, et qui avaient servi sous nos drapeaux ? J'en ai connu personnellement, visités en 1919 sur le front en tant que président du Conseil des commissaires du peuple, inspectant leurs unités... puis pourchassés en 1921 avec des détachements de l'Armée rouge et exécutés comme ennemis. Grigoriev, Stroukov, Makhno, Jivodérov, et d'autres, servirent sous nos ordres. Mais avec le temps, nous avons donné à l'Armée rouge un autre visage. Elle est désormais une armée où se côtoient ouvriers et paysans, hommes de l'usine et de la charrue.

IX. Lutte pour l'alphabétisation et la culture

Notre Parti et le pouvoir soviétique ont beaucoup accompli, en cinq ans, pour organiser l'appareil d'État. Mais de nombreuses tâches demeurent inachevées ou seulement partiellement réalisées, notamment celle de l'éducation culturelle et politique des masses. Il est indéniable qu'en cinq ans, le niveau politique et spirituel des ouvriers et des paysans a connu une croissance extraordinaire, qu'il a atteint des sommets. Mais il serait injuste, erroné, d'en attribuer tout le mérite au Parti et au pouvoir soviétique. Pour leur éveil politique, la classe ouvrière et la paysannerie ukrainiennes doivent beaucoup, dirais-je, à cette « éducation sur le tas » que leur ont infligé sans relâche les multiples gouvernements d'occupation se succédant sur le territoire ukrainien.

Peu de peuples en Europe, dans l'histoire des révolutions, ont assisté à autant d'événements et de bouleversements que nous, ici, en Ukraine. Ce fut un moyen d'éducation révolutionnaire pour les masses laborieuses. Les mécontentements suscités naturellement par le pouvoir soviétique durant la guerre civile — lorsqu'il dut recourir à des mesures radicales pour appliquer son programme : mobilisations des hommes et des chevaux, réquisitions de céréales, etc. — s'effaçaient souvent au contact des régimes blancs, pétiouristes, autrichiens, grecs ou français. Nulle part, même en Sibérie, la paysannerie n'eut autant d'occasions de comparer qu'en Ukraine. Et je n'oublie pas l'invasion polonaise ! Quel enseignement politique elle apporta aux paysans de la Rive droite !

Cette même paysannerie, hostile lorsque nous imposions les réquisitions, se mit, après la libération de Kiev et de la Rive droite de l'armée polonaise, à soutenir volontairement le pouvoir soviétique : elle versait les prélèvements, fournissant toute son aide à l'Armée rouge. Tel a été le résultat de la leçon que la paysannerie avait tirée de l'occupation polonaise.

Mais cinq ans ne suffisent pas à effacer l'analphabétisme, l'ignorance, l'inculture accumulés sous des siècles de tsarisme, de domination des propriétaires terriens et du clergé. Dans ce domaine, il nous faudra déployer bien des efforts à l'avenir et y consacrer des moyens considérables, une attention soutenue.

Le paysan ukrainien, l'ouvrier ukrainien — je parle de l'individu moyen — surpassent, à bien des égards, ceux des autres républiques soviétiques, excepté bien sûr les capitales rouges, Moscou et Petrograd. C'est un aspect positif qu'il nous faut souligner avec force.

X. Antisémitisme et coopération

Mais il existe aussi des aspects négatifs hérités du passé, auxquels j'ai été confronté en Ukraine dès mon arrivée à Kharkov. Dès février 1919, je me souviens avoir dû, outre un article dans la presse, publier un ordre spécial à l'armée, signé de moi et du camarade [Mejlaouk](#) – alors Commissaire du peuple à la Guerre de l'Ukraine – pour condamner l'antisémitisme rampant dans nos rangs à cette époque. Ce qu'incarnait l'Ukraine à l'époque de Grigoriev, des Blancs et des pétiouristes en la matière est bien connu.

Elisavetgrad, Aleksandrovska, Fastov, Kiev, Proskourov furent le théâtre de pogroms de grande ampleur, d'atrocités terribles infligées aux femmes, aux vieillards et aux enfants juifs, dont les conséquences ont été dévastatrices pour le pays et sont encore visibles aujourd'hui. Quiconque a visité Fastov sait que la partie juive de la ville fut brûlée par les troupes de Dénikine.

La Nouvelle politique économique (NEP), cependant, eut aussi à cet égard des effets pervers — sans que cela remette en cause sa nécessité historique, vitale et salutaire. En libéralisant le commerce, elle a réveillé certains de ces vieux préjugés enfouis sous les strates de la mémoire révolutionnaire. Nous devons y prêter une attention extrême. C'est l'une des menaces qui pèsent sur le mouvement ouvrier ukrainien et sur l'alliance entre ville et campagne, c'est-à-dire entre prolétariat et paysannerie.

D'où venait la force de la contre-révolution ukrainienne en 1919 ? Qu'elle soit « jaune-bleue » [nationaliste], blanche ou russe, la contre-révolution ukrainienne, de Makhno à Dénikine, reposait sur l'opposition artificielle entre ville et village, orthodoxes et juifs, Ukrainiens et Russes. N'oublions jamais cela. Nous ne pouvons nous contenter de protestations platoniques. L'antisémitisme est un phénomène social majeur qui exige notre vigilance. La lutte contre lui ne doit pas se limiter aux mots : elle exige des actes. Éradiquer ces conceptions rétrogrades, ces sentiments barbares, ces relents de féodalisme médiéval est une absolue nécessité. Comment ? En traquant causes et racines, en extirpant le mal à la source. Tant que persistera le rôle attribué aux bourgades juives [mestechko] et aux commerçants, la haine raciale trouvera un terrain. Ainsi, parallèlement à une propagande antiraciste intensive, il faut développer, élargir et approfondir la coopération.

On a déjà souligné nos insuffisances dans l'industrie, l'agriculture, l'aménagement foncier. Je dois confesser ici un autre échec : en Ukraine, nous n'avons pas accordé à la coopération l'attention qu'elle mérite.

La coopération est ce moyen qui, en transférant progressivement le commerce aux mains d'un appareil coopératif intégrant ouvriers et paysans, éliminera nombre de causes de l'antisémitisme, de la rancœur entre ville et campagne, et de l'opposition entre nationalités. Développer la coopération — de consommation, agricole, artisanale —, la renforcer rapidement et intensément : telle est la conclusion que je tire de mon expérience ukrainienne de cinq ans.

Je dois dire que parmi nos aînés, ou plutôt nos maîtres, c'est Vladimir Ilitch Lénine qui accorda le plus d'attention à la coopération. J'ai retrouvé un mot qu'il m'adressa lors d'une séance du Bureau Politique du Comité central du PCR(b), alors que je craignais que ses propositions sur la coopération ne soient rejetées (il arrive que, même en comprenant son importance, les avis divergent sur les méthodes, et que la bataille soit nécessaire). De mon côté, je suggérai une manœuvre pour contourner les arguments adverses.

Il me répondit : « *Si je subis une défaite, j'aurai alors recours à votre proposition.* » Un détail, mais révélateur de l'intérêt particulier d'Ilitch pour la coopération. Ce n'est pas un hasard si, dans son dernier article publié récemment, Vladimir Ilitch y est revenu en décembre dernier. La coopération nous permettra de réaliser, par l'action constante de l'État, ce socialisme que nous avons tenté un temps d'imposer par une pression « d'en haut », via l'organisation bureaucratique de l'appareil d'État. Nous avons essayé, en partie, par des mesures administratives, mais sans succès. Il nous fallut alors

avancer sur deux fronts : d'un côté, le socialisme d'État — industrie, chemins de fer, commerce extérieur nationalisés —, de l'autre, le renforcement et l'expansion de la coopération. En Ukraine, son essor revêt une signification spécifique : désarmer des facteurs réactionnaires spécifiquement locaux. Nulle part ailleurs la *mestechko* [bourgade juive] et ce que nous nommons la *mechtchanstvo* [mentalité petite-bourgeoise] n'ont joué, et ne jouent encore, un rôle économique aussi marqué qu'ici.

XI. La question nationale

C'est en partie dans le même but — prévenir toute tentative d'opposer la campagne à la ville, les « Khokhols » [les Ukrainiens] aux « Katsaps » [les Russes], division exploitée à outrance par les contre-révolutionnaires et toujours susceptible d'entraver notre révolution — que nous devons résoudre avec justesse la question nationale. Je pense aux débats du 12^e Congrès du Parti [en avril 1923], à la conférence du Parti ukrainien, et à la construction de l'Union cristallisée dans la Constitution fédérale. Oui, la classe ouvrière, majoritairement russe en Ukraine, se doit d'être particulièrement sensible à cette question.

L'ouvrier russe n'a pas éprouvé d'oppression nationale — et c'est là tout le danger. Tout comme nombre de camarades russes, intellectuels incapables de saisir les sentiments d'indignation et de haine nées de l'assujettissement national, le prolétariat russe en Ukraine doit faire un effort pour comprendre la psychologie du peuple ukrainien. La Russie a dominé. Elle a conquis, assimilé, contraint tous les peuples à passer par son creuset ; et à elle, comme nation dominante, comme à ses fils, a manqué la compréhension de l'indignation des nations opprimées. Il faut l'appréhender par l'intelligence et le cœur. Je m'adresse ici à l'aile russe de notre Parti. Elle doit considérer la nationalité comme un fait à analyser, comme un fait qu'on ne saurait nier — au même titre que la pluie, l'éclair, le tonnerre. Leur origine est un autre débat, mais leur existence est incontestable.

La nation, la langue, le sentiment national sont de tels faits. Les balayer d'un revers de main, nier leur réalité en traitant d'« anti-internationalistes » ceux qui en parlent, est une erreur dangereuse. Sous cet « internationalisme » se cache parfois l'insensibilité de celui qui, issu d'une nation dominatrice, ignore l'oppression. C'est comparable à la bourgeoisie niant l'existence de l'exploitation de l'ouvrier puisque seul l'exploité la vit. Le capitaliste, lui, se persuade de rendre service à l'humanité.

Je conclurai ici.

Comme je l'ai indiqué en préambule, ce rapport ne prétend pas dresser le bilan de cinq années. Passant d'une tâche à l'autre sans relâche, préparer un compte-rendu aussi exhaustif était impossible. Mais avant de quitter l'Ukraine, après cinq ans de lutte commune, j'ai tenu à partager ce qui, profondément gravé en moi — vieux révolutionnaire russe et ukrainien que je suis —, doit guider chacun d'entre nous dans son travail quotidien.

Quant à l'objectif primordial, où que nous soyons — sur le continent ou au-delà des océans, en Ukraine ou dans tout autre pays —, nous continuerons d'œuvrer sans relâche au profit des masses laborieuses de l'Union des Républiques soviétiques et des travailleurs du monde entier.